

Ministère de l'Économie, de l'Emploi et du Développement Durable

Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Direction des Synthèses et de la Promotion Économique

Résumé

de l'actualité économique,
financière et sociale du Gabon

*Présentation des articles sur l'économie gabonaise,
parus dans la presse nationale et internationale*

N°43 – Janvier 2014

Avant-propos

Le 43^e numéro du **Résumé de l'actualité** donne un aperçu des informations à caractère économique et financier, parues dans la presse locale et étrangère au cours de la deuxième quinzaine du mois de Janvier 2014. Elles concernent notamment :

SOMMAIRE

ACTUALITE DES SECTEURS..... page 3

- ENVIRONNEMENTpage 3

. *Inspection du Ministre dans l'arrière pays.....page 3*

- TOURISME

. *Projet de loi portant régularisation du secteur page 3*

. *Un partenariat pour valoriser le tourisme page 4*

- MINES ET HYDROCARBURES

. *Ali Bongo Ondimba inaugure l'Institut du Pétrole
et du gaz..... page 5*

-TRANSPORT

. *SOGATRA présente le premier lot des 149 bus..... page 5*

➤ **L'Environnement** avec les visites d'inspection inopinées du Ministre des Eaux et Forêts

➤ **Le Tourisme** avec la révision du projet de loi fixant les règles relatives à la construction, l'aménagement et l'exploitation des établissements de tourisme au Gabon.

➤ **Mines et Hydrocarbures** où le Chef de l'État a inauguré l'Institut du Pétrole et du Gaz (IPG) à Port-Gentil.

➤ **Le Transport** avec la réception du premier lot de nouveaux bus de la société SOGATRA.

➤ **Les Nouvelles Technologies** avec la présentation de nouveaux

produits de Gabon Télécom.

- NOUVELLES TECHNOLOGIES

. *Technologie de l'information et de la communication...page 6*

. *Gabon Télécom : de nouveaux produits pour 2014 page 6*

- ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

. *Vers la dynamisation du partenariat public-privépage 8*

- FINANCES PUBLIQUES ET ECONOMIE

. *Forum sur le développement des petites et moyennes*

entreprise page 8

. *BICIG : produit net bancaire plus de 30 milliards de*

francs en 2013 page 9

➤ **L'Environnement des affaires** avec la relance du dialogue public-privé visant à dynamiser et renforcer les relations entre les différents acteurs de l'environnement des affaires au Gabon.

➤ **L'Economie** avec la problématique de financement des PME.

ACTUALITE DES SECTEURS

ENVIRONNEMENT

Inspection du Ministre dans l'arrière-pays

Après une première mission effectuée dernièrement dans le cadre de la sensibilisation des opérateurs économiques exerçant dans le domaine de la transformation du bois, le Ministre en charge des Eaux et Forêts a, une fois de plus, diligenté une action sur le terrain, destinée à prendre les entrepreneurs la main dans le sac au sujet du fonctionnement réel de leurs unités industrielles.

En effet, des escales ont été effectuées au niveau du poste de contrôle des Eaux et Forêts de Nkoltang, à la Société SUPER BOIS du Gabon, à la SBG, à la Société HONEST TIMBER Gabon (HTB et aux responsables d'industrie forestière export du Gabon (IFEG).

Pour le ministre Gabriel TCHANGO, le constat est amer, car les normes de sécurité dans toutes ces unités de production du bois ne sont visiblement pas respectées. En outre, il a également souligné que « nous voulons plus d'emplois durables pour nos compatriotes, c'est ce que nous exigeons des opérateurs économiques étrangers avec lesquels nous signons des contrats ». Il a transmis par ailleurs le vœu du Président de la République de voir la convention signée avec l'Etat Gabonais respectée par la société spécialisée dans le colissage et le séchage. Non sans leur rappeler l'urgence de remettre à la partie gabonaise son plan d'industrialisation.

Source : l'Union n°11439 du 24 janvier 2014

TOURISME

Projet de loi portant régularisation du secteur

Réexaminer le projet de loi fixant les règles relatives à la construction, l'aménagement et l'exploitation des établissements de tourisme au Gabon, tel est le but de la rencontre initiée par le ministre en charge du Tourisme et de l'Aménagement du territoire. C'est Alphonsine NGOUA MBA, Vice-présidente du comité du Réseau des opérateurs privés de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie du Gabon (Résopithoga)

qui présidait les travaux. Les spécialistes du droit du Résopithoga ont souhaité que cinq articles soient revus. Il s'est agit de l'article 6, alinéa 3 dans lequel ils souhaitent que soient ajoutées aux établissements de transports touristiques, les voies fluviale et ferroviaire omises par l'administration, qui n'a pris en compte que les voies terrestre, maritime, aérienne. Puis, l'article 11, alinéa 2, relatif au classement de ces établissements et surtout

aux modalités de paiement d'une redevance. Ensuite, les opérateurs économiques ont souhaité que soit reformulé l'article 12 portant délivrance des autorisations des licences et classement touristique d'hébergement et des restaurants de tourisme. Quant à l'article 19 qui fixe le montant des amendes, le Résopithoga demande à l'administration de ramener le taux minimal de la pénalité à 100.000 Francs CFA au lieu de 1.000.000

francs, jugé trop élevé. Enfin, le réseau a suggéré que l'article 20 soit intitulé comme suit : « les sanctions doivent être graduelles, allant de l'avertissement au blâme, avant d'ordonner la fermeture administrative pour une durée n'excédant pas trois mois de tout établissement de tourisme qui contrevient aux dispositions de la présente loi ».

Source : l'Union n°11439 du 24 janvier 2014

Un partenariat pour valoriser le tourisme

L'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) et la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG) ont signé à Libreville au siège de la dite société une convention pour une durée de trois ans, en vue de valoriser le tourisme sur les sites de Kinguélé et de Tchimbélé dans le parc national des Monts de Cristal.

Comme point de démarrage de ce partenariat, une convention multipartite signée par le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des ressources Hydrauliques, le Ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable, l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) et la SEEG. Au titre de cette convention, la SEEG s'engage à valoriser les bâtiments présents sur les sites de Kinguélé et Tchimbélé.

La SEEG exploite les installations hydroélectriques de Kinguélé et Tchimbélé depuis plus de 30. L'énergie fournie par les deux barrages érigés sur ces chutes naturelles répond à près de 50 % des besoins énergétiques des habitants de la ville de Libreville et de la province de l'Estuaire. Depuis la signature de la concession, la SEEG, avec le soutien de Veolia son actionnaire majoritaire, a multiplié par trois les raccordements aux services d'eau et d'électricité au Gabon.

Le parc est situé à 4 heures de route de Libreville et se caractérise par la diversité de sa flore et de sa faune. Cet espace unique en Afrique Centrale peut servir de pool d'attraction pour les populations de Libreville en quête de détente et de distraction.

Source : gabonews.com du 20 janvier 2014

MINES ET HYDROCARBURES

Gabon : Ali BONGO ONDIMBA inaugure l'Institut du Pétrole et du Gaz (IPG)

Le chef de l'Etat gabonais Ali BONGO ONDIMBA a inauguré, le 18 janvier dernier à Port-Gentil, le nouvel Institut de Pétrole et de Gaz (IPG) qui aura pour vocation de dispenser un enseignement supérieur et technique pour tous les métiers de l'industrie pétrolière, de l'exploration à la commercialisation des hydrocarbures.

L'institut a été créé suite à une réclamation persistante de l'Organisation Gabonaise des Employés du Pétrole (ONEP), le principal syndicat du secteur pétrolier au Gabon, et implique des majors pétro-gaziers en activité au Gabon. La formation qualifiante et les diplômes délivrés par l'Institut permettront aux compagnies pétrolières de trouver sur place une main d'œuvre qualifiée. Cela permettra à l'Etat

d'accélérer son programme de « gabonisation » des emplois dans ce secteur clé de l'économie du pays.

Doté d'un budget de 9 millions d'euros, l'IPG est le fruit d'un partenariat public-privé, entre Libreville et les sociétés pétrolières présentes dans le pays telles que TOTAL, ADDAX PETROLEUM, ENI, PERENCO et SHELL...

La formation sera dispensée par des experts de l'Institut Français du Pétrole (IFP) et ceux de l'Université des Sciences de Masuku (USTM).

Source : agencecofin.com du 20 janvier 2014

TRANSPORT

SOGATRA présente le premier lot des 149 bus

Conformément à sa stratégie de restructuration, la Société Gabonaise de Transport (SOGATRA) a présenté au public le jeudi 30 janvier 2014, la première livraison de 28 autobus sur les 149 commandés. Fruit du partenariat scellé en novembre 2013 dernier entre la SOGATRA et l'entreprise MARCOPOLO au Brésil, ces bus répondent aux normes exigées en matière de confort et de sécurité et ont une capacité de 75 places dont 45 assises.

Par ailleurs, la SOGATRA a profité de cette occasion pour annoncer l'arrivée dans une dizaine de jours de 100

taximètres. Une nouvelle offre de service destinée à diminuer les difficultés de transport dans les communes de Libreville, Owendo et Akanda. Ces taxis de marque Ford, seront aux couleurs du drapeau gabonais et seront dotés d'un compteur, équipés du Wifi, de GPS, de la climatisation et d'un système de vidéo surveillance pour la sécurité des passagers, ainsi que d'une imprimante de tickets qui permettra aux clients de justifier le coût de leur trajet.

L'objectif de ces acquisitions étant d'atténuer les difficultés liées aux problèmes de transport public dans la

capitale et ses environs. Cette initiative intervient dans le cadre de la nouvelle politique, en vue de répondre aux attentes des populations en termes de service dans le transport urbain.

Sources : Gabon matin n°1407 du 30 janvier 2014

Agenceecofin du 31 janvier 2014

Gaboneco.com du 31 janvier 2014

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Technologie de l'information et de la communication (TIC)

L'évolution constante des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment dans le secteur de l'informatique, oblige les Sociétés qui se veulent modernes, à relever les challenges de l'innovation. C'est pour aider les décideurs et chefs d'entreprises gabonais à adapter les entreprises et les administrations publiques aux mutations technologiques actuelles, que se tient depuis mardi 28 janvier à Libreville, un séminaire axé sur l'entreprise numérique. L'expert TIC et consultant CAPGE-MINI, Louis NAUGES, a souligné l'intérêt pour les pays africains de migrer vers l'entreprise numérique, dont l'une des solutions est le Cloud computing (informatique dans les nuages). Lequel

héberge une série d'applications universelles. Ce, dans la mesure où cette révolution technologique permet de réduire les coûts d'investissement et de gagner en temps de travail et en efficacité, à travers une utilisation intelligente et performante de l'informatique moderne. Il s'agit donc, pour les participants à ce séminaire de formation, de s'imprégner des possibilités et potentialités qu'offre cette innovation ainsi que des outils nécessaires au basculement, dans la mesure où l'entreprise numérique, qui s'appuie sur le réseau internet et des applications orientées vers le web, impose de changer les façons de faire.

Source : l'Union n°11440 du 30 janvier 2014

Gabon Télécom : de nouveaux produits pour 2014

L'opérateur global de télécommunication, Gabon Télécom a organisé une opération de charme en direction de la presse le 24 janvier 2014, et a profité de cette opportunité pour lancer une vaste campagne de charme dénommée « Akewa » destinée à la promotion de ses nouveaux produits commerciaux.

Lhoussaine OUSSALAH, le Directeur Général a présenté les chantiers futurs de pour 2014. Il a annoncé le lancement de la 3 et 4G dans le pays d'ici six mois.

De plus, l'entreprise s'attèlera à la phase de conception et de recherche d'un meilleur schéma technologique pour le

déploiement de ces services qui fourniront à ses nombreux abonnés un débit allant jusqu'à 150 mégabits.

Au cours de l'année 2013, cet opérateur a davantage orienté son action vers une meilleure prise en compte du client, garantissant une satisfaction optimale.

Sur le plan financier, l'entreprise a enregistré environ 60 milliards de FCFA de chiffre d'affaire, soit une hausse de 13,1% au cours des trois premiers trimestres 2013, par rapport à 2012. L'entreprise agit sur une stratégie-prix qui lui permet d'attirer d'autres clients et d'accroître les consommations de sa

clientèle existante. C'est dans cette optique que Gabon Télécom a procédé, il y'a quelques jours, à une baisse significative de ses tarifs à l'international.

A travers la campagne Akewa « La société entend lancer l'année 2014, qui sera par ailleurs caractérisée par des offres encore plus riches, diversifiées et innovantes, un personnel davantage engagé à mieux satisfaire sa clientèle et à une qualité du réseau supérieure » a promis le Directeur Général de Gabon Télécom.

L'union n°11439 du 24 janvier 2014
Agenceccofin.com du 24 janvier 2014

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Climat des affaires: vers la dynamisation du partenariat public-privé

Le premier Ministre Raymond NDONG SIMA a initié durant deux jours (du 22 au 23 janvier) à la Chambre de Commerce, un dialogue Public-Privé visant à "dynamiser et renforcer" les relations entre ces entités.

Ce dialogue financé à hauteur de 36 millions de FCFA par l'Union Européenne (UE) permettra d'une part, d'améliorer l'environnement des affaires au Gabon, et d'autre part de définir les rôles et les champs de compétences afin d'assainir le cadre de gestion et de suivi des entreprises.

Cette rencontre a également servi de cadre pour discuter des questions relatives à la formation du capital humain, le droit du

travail, la fiscalité, la justice, le financement de l'économie, les procédures d'accès au crédit et aux marchés publics, ainsi que les problèmes d'entrepreneuriat des femmes, la négociation des APE (Accords de Partenariat Economique).

Pour Emilio CANDIA MORENO, le représentant de l'UE, ce dialogue s'inscrit dans le Programme d'Appui au Commerce (Progacom) dont l'objectif est d'aboutir à la mise en place d'un Conseil présidentiel de l'investissement capable d'initier, de piloter, de suivre et d'appuyer la mise en œuvre des réformes institutionnelles, entre autres.

Source : gaboneco.com du 24 janvier 2014

FINANCES PUBLIQUES – ECONOMIE

Forum sur le développement des petites et moyennes entreprises

Le développement des petites et moyennes entreprises (PME) est au centre d'un forum qui réunit, depuis le 27 janvier 2014 à la Chambre de Commerce, l'administration en charge de ce secteur, les patrons des PME et des établissements bancaires, ainsi que des représentants des organismes financiers internationaux. Une rencontre d'un grand intérêt, en ce qu'elle soulève la problématique du financement des PME gabonaises, lesquelles peinent à prospérer, faute de ressources financières. Pour le Ministre MENGUE M'ENGOUANG Fidèle « sans financement, les PME sont condamnées à l'inactivité qui, elle-même, conduit une mort certaine. » Pour illustrer son propos, il a fait observer que « 55.440

PME officiellement créées au Gabon jusqu'à présent, seules 15000 fonctionnent réellement, c'est-à-dire produisent des biens ou rendent des services, réalisent un chiffre d'affaires calculable et payent régulièrement des impôts ». L'argumentaire du membre du gouvernement fait dire qu'au Gabon, on compte plus de 40.000 PME réglementairement constituées, mais qui sont totalement ou quasiment inactives pour des raisons liées, en partie, à la difficulté de trouver un financement permettant de démarrer ou d'accroître leurs activités. Les PME déplorent la frilosité des banquiers, avec des taux d'intérêt prohibitifs, l'absence d'accompagnement

de la puissance publique marquée notamment par l'inexistence de fonds de garantie » indique le président de la Chambre de Commerce, Jean-Baptiste BIKALOU. Au regard de ces récriminations, ce forum est l'occasion d'une réflexion commune entre les parties engagées, sur les investissements et autres mécanismes financiers à même de répondre aux besoins des PME, et adaptés à leur capacité d'endettement.

Cette rencontre cadre de ce fait avec la politique de promotion et de

développement des PME qui devraient produire et se positionner de manière plus visible sur le marché national. Les nombreuses communications et travaux en atelier permettront ainsi aux participants d'acquérir des outils en ce qui concerne les démarches à suivre auprès des administrations, des banques et institutions de financement

Sources : l'Union n°11442 du 28 janvier 2014

Gaboneco.com du 28 janvier 2014

BICIG : produit net bancaire

Plus de 30 milliards de francs en 2013

La Banque internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) a organisé une fête à l'intention de son personnel, le 18 Janvier 2014 à l'hôtel Okoumé Palace. Ce qui a permis au Président du Conseil d'Administration (PCA) de cette banque, Monsieur Etienne Guy MOUVAGHA TCHIOBA de décliner le bilan 2013 et tracer avec le personnel les projets de développement pour l'année 2014.

En terme de bilan, le PCA a annoncé que les résultats 2013 étaient meilleures que ceux de 2012, avec un produit net bancaire de 30 milliards de francs. Mieux, les autres indicateurs sont au vert. Ces résultats sont à mettre à l'actif de l'ouverture de nouvelles agences à Owendo, Louis, et Okala lesquelles disposent de guichets Western Union et des services innovants comme BICIG cash, BICIG mobile...etc.

« Il faut désormais envisager l'avenir dans la continuité de la proximité et l'innovation » a-t-il dit.

Monsieur MOUVAGHA TCHIOBA a ainsi demandé à ses collaborateurs de se mobiliser, afin de poursuivre l'offensif marketing de la BICIG.

Pour l'année 2014, la BICIG envisage l'ouverture de nouvelles agences au PK8 et à Lambaréné. Elle prévoit également se départir de toutes les lenteurs administratives dont on lui fait les reproches, autant de perspectives pour faire face à la concurrence.

Source : L'union n°11435 du 20 janvier 2014

COOPERATION INTERNATIONALE

Un prêt chinois d'une valeur de 4 milliards de FCFA

Tout récemment au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, le Gouvernement Chinois a octroyé un prêt de 4 milliards FCFA, sans intérêt, au Gabon pour les projets de développement convenus entre les deux parties d'un commun accord.

La signature du protocole entérinant cette convention s'est déroulée le 30 décembre 2013. Le Gouvernement gabonais était représenté par le Ministre Délégué aux Affaires étrangères, Dominique Guy Noël NGUIENO et la Chine par Pan YUMIN, Chargé d'affaires de l'Ambassade de Chine au Gabon

Cette initiative accentue les relations gagnant-gagnant et concoure au renforcement des relations d'amitié qui lient les deux pays.

La mise à disposition de ces fonds, qui seront affectés au financement de projets arrêtés de commun accord par les deux gouvernements, participe de cette volonté permanente de la République populaire de Chine de hisser toujours plus haut l'excellence des liens d'amitié qui l'unissent au Gabon, et de promouvoir la coopération économique et technique entre les deux pays.

Le document signé a porté sur la durée du prêt, des modalités de règlement, le montant et l'utilisation de ces fonds entre autres. Il est rappelé qu'à ce jour, plus d'une cinquantaine d'accords ont été signés entre le Gabon et la Chine dans les secteurs pétrole, mine, énergie, agricole, formation, santé.

Source: gabonreview.com du 3 janvier 2014

INTEGRATION SOUS-REGIONALE

Clôture de la réunion préparatoire de l'Afrique Centrale pour la 9^{ème} ministérielle de l'OMC

La réunion préparatoire de la 9^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), tenue à Libreville au mois de novembre 2013, a permis aux représentants des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) d'harmoniser leurs points de vue et d'asseoir des positions communes de négociations. Le document sorti de ces assises et contenant des recommandations claires et précises permettra à la région de mieux tirer profit de la rencontre qui se tiendra du 3 au 6 décembre 2013 à Bali en Indonésie. A l'ouverture des travaux, monsieur TIDJANI MALEM, Secrétaire général du ministère du Commerce a adressé des

remerciements à l'Union européenne pour ses appuis multiformes aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifiques), particulièrement pour son soutien à l'organisation de ces assises au travers de son programme MST/ACP. Des sujets tels que l'agriculture, la facilitation des échanges, le processus d'adhésion à l'OMC des pays en développement, l'aide au commerce et l'agenda Post-Bali, entre autres, feront l'objet de positions claires de la part des ministres ACP lors de cette rencontre de haut niveau.

Source : l'Union n°11371 du 2^t 3 Novembre 2013

